

Mot du président



Une autre année passée. À l'heure des bilans, il est toujours difficile d'évaluer si l'environnement se porte mieux que par les années passées, et si nos actions ont porté fruit. Si l'impression qui se dégage en est une de stagnation, ce n'est certainement pas faute d'interventions de Nature Québec tel qu'en témoigne la liste des communiqués de presse.

Si je devais pointer un responsable à cette apparente inertie de nos élus, je désignerais « l'économie ». Bien sûr, c'est toujours le thème retenu pour justifier un progrès qui va souvent à l'encontre de la protection de l'environnement, mais, en période de crise, on saute encore davantage sur l'occasion pour opposer le développement à la protection de l'environnement.

Ainsi, dans les dossiers de la foresterie, des mines, de l'agriculture, des changements climatiques, nous avons été obligés de composer avec le contexte de crise économique. Bien souvent, ceci a impliqué non pas de mettre de la pression sur les réformes qui étaient annoncées depuis déjà longtemps, mais de s'atteler à ne pas régresser sur les acquis et à les préserver.

À titre d'exemple de tels reculs, on se rappellera qu'en début d'année, le gouvernement canadien a amendé le règlement fédéral sur l'évaluation environnementale pour exclure de l'assujettissement à la procédure les projets municipaux de moins de 10 millions de dollars, cela pour permettre l'accélération des chantiers et la reprise économique. Comme quoi, l'évaluation des impacts environnementaux et la participation des citoyens doivent toujours céder le pas lorsque les « vraies affaires » s'imposent !

On aurait bien pu croire que cette crise économique sans précédent nous donnerait l'occasion de repenser notre modèle de développement... Mais c'était sans compter l'absence de vision, d'introspection et d'humilité des agents économiques responsables de cette même crise. Et les écologistes, eux, sont toujours accusés de freiner le développement. Or, la crise économique dans laquelle nous sommes plongés, ne trouve-t-elle pas la même absence de planification, la même vision à court terme, la même absence d'imputabilité, et finalement, la même arrogance qui est à l'origine de nos problèmes environnementaux actuels ?

Un parallèle intéressant entre ces deux crises aurait dû, au contraire, nous conduire à repenser notre développement et surtout le processus de décision encadrant l'élaboration des projets. Dans une lettre ouverte parue cet été, je déplorais le mépris qu'affichaient les corps publics à l'égard du processus d'évaluation environnementale et d'audiences publiques, référant au dossier de la Romaine, pour lequel Hydro-Québec avait « monnayé » confidentiellement l'approbation des collectivités locales avant que ne débutent les audiences, et au dossier de la mine de Malartic où l'on « déménageait » le quart de la ville au moment même où se tenaient les audiences publiques, dont la finalité était justement d'autoriser ou non le projet.

Dans ce contexte, il y a de quoi s'inquiéter vu le parfum de scandale et le climat de corruption qui entourent le monde municipal (qui n'est certainement pas le seul!), selon ce qui a été diffusé par les médias au cours des derniers mois. Ce qui me préoccupe dans ces nouvelles, c'est l'impact que cela pourra avoir sur une population déjà désabusée par nos élus (le peu de participation aux élections municipales en témoigne). Un certain nombre de promoteurs, et maintenant de firmes de génie conseil, auront aussi à répondre dans les prochains mois de diverses pratiques douteuses. Je m'inquiète également pour la sérénité des futurs débats entourant les projets de développement. Les acteurs économiques et politiques réaliseront-ils enfin l'importance d'ouvrir les débats aux citoyens, dans le respect et la transparence ?

Nous amorçons donc une année importante, au cours de laquelle nous devons choisir nos combats et tenter de ramener, dans les agendas politiques, les différentes réformes tant attendues dans tous les secteurs d'activités où œuvre Nature Québec.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michel Bélanger'.

Michel Bélanger
Président bénévole